Résolution présentée par la délégation du Costa Rica

Thème Conflits et Sécurité Internationale

Concerne La démilitarisation des États : paix et développement par la mutualisation des armées

L'Assemblée Générale,

Constatant que l'accélération globale de la militarisation augmente le risque de coups d'État, comme l'illustrent les crises récentes au Niger et au Myanmar, et que ces interventions de l'armée déstabilisent des régions entières en créant un risque extrême de conflits internationaux,

Convaincue que la diplomatie et la coopération entre États permettent de prévenir de nouveaux conflits, et que les interventions directes de certains États dans des situations régionales sapent les efforts pour maintenir la paix, comme c'est le cas avec la présence des États-Unis au Venezuela ou encore dans les conflits concernant l'Irak et l'Iran, montrant que malgré les efforts accomplis après les deux guerres mondiales, les tensions internationales persistent,

Rappelant que l'entretien continu des infrastructures et des forces armées nationales représente des dépenses élevées, un État consacrant en moyenne 2,5 % de son produit intérieur brut annuel à ses dépenses militaires, selon les données de la Banque mondiale,

Consciente que plusieurs États ont déjà prouvé les avantages d'une suppression ou de l'absence de forces armées permanentes, notamment le Costa Rica qui, après avoir aboli son armée en 1948, a réorienté ses ressources pour atteindre aujourd'hui un investissement de 16'922 USD par étudiant dans l'enseignement supérieur contre une moyenne de 15'102 USD pour l'OCDE,

Soulignant que la sécurité collective peut être assurée plus efficacement par la mise en commun des ressources militaires, comme l'illustre l'ECOMOG, force militaire d'interposition et de maintien de la paix en Afrique de l'Ouest, qui stabilise la région tout en réduisant le fardeau militaire des États,

Décide de créer une organisation mondiale nommée World Alliance of Regions (WAR), fondée sur la mutualisation d'armées à l'échelle régionale, afin d'assurer la sécurité collective des États et ayant pour objectif de minimiser les risques de coups d'États et de corruption liés aux liens étroits entre l'armée et le pouvoir politique;

- d'établir des forces armées régionales au sein de WAR, notamment la Continental League Of Western North Nations (CLOWN), l'Army of Central American Equilibrium (ACE) et le Treaty for Regional Unity in Middle Eastern Peace (TRUMP), tout en veillant à ce qu'aucun État membre ne s'approprie de sa direction;

- de mettre en place une gestion commune des achats d'armes afin de diminuer les dépenses d'armement et d'instaurer un système de cotisation annuel obligatoire des États membres correspondant à 0,2% de son produit intérieur brut (PIB) pour financer WAR, en veillant à ce que la contribution financière ne détermine pas le pouvoir de décision.

Le texte français fait foi.